



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Autorité Environnementale Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le projet dénommé
« recalibrage de la RD 53 »
sur les communes de Romans-sur-Isère, Mours-Saint-Eusèbe,
Peyrins et Saint-Donat-sur-l'Herbasse
(département de la Drôme)**

Décision n° 2021-ARA-KKP-2960

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2020-97 du 15 mai 2020 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, portant délégation de signature à M. Jean-Philippe Deneuvy, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2020-103 du 28 août 2020 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2021-ARA-KKP-2960, déposée complète par le conseil départemental de la Drôme le 29 janvier 2021, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 23 février 2021 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de la Drôme le 3 mars 2021 ;

Considérant que le projet consiste en le recalibrage de la RD 53 sur les communes de Romans-sur-Isère, Mours-Saint-Eusèbe, Peyrins et Saint-Donat-sur-l'Herbasse (26) dans un secteur périurbain de l'agglomération de Roman-sur-Isère ;

Considérant que le projet prévoit les aménagements suivants :

- recalibrage et élargissement variable 3 à 5 m de la voirie existante sur un linéaire de 9 km,
- aménagement d'un carrefour giratoire sur 910 m²,
- élargissement de deux ouvrages d'art,
- reconstruction de deux ouvrages d'art,
- aménagement d'une vingtaine de voiries de rétablissement et de divers ouvrages d'assainissement ;

Considérant que le projet présenté relève des rubriques suivantes du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement :

- 6 a) « Construction de routes classées dans le domaine public routier de l'Etat, des départements, des communes et des établissements public de coopération intercommunale non mentionnées aux b) et c) de la colonne précédente » ,
- 47 a) Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare ;

Considérant que le projet concerne un secteur de forte sensibilité environnementale du fait de la présence sur le périmètre :

- d'un site Natura 2000 « Sables de l'Herbasse et des balmes de l'Isère » ,
- de trois Znieff de type I « Ripisyle et lit de l'Herbasse, « Bois des Ussiaux » et « Balmes de l'Isère » ,

- de la Znieff de type II « Collines drômoises »,
- de trois cours d'eau La Savasse, La Charance et Le Chalon et de plusieurs zones humides ;

Considérant qu'aucune variante ou solution de substitution ne semble avoir été étudiée, que la phase travaux n'est décrite que de façon très succincte au travers de schémas de principes, que le dossier ne permet pas d'appréhender la durée des travaux, le volume des terrassements, la surface et la nature des défrichements, les trafics induits, ni les nuisances générées ;

Considérant que le projet, tant en phase travaux qu'en phase d'exploitation est susceptible d'impacts notables sur ces milieux naturels et aquatiques et que le dossier de pré-diagnostic faune-flore joint à la demande est insuffisant (basé sur des ressources bibliographique, il ne présente notamment aucun inventaire) pour déterminer des mesures permettant d'éviter, de réduire, voire de compenser les impacts sur ces milieux et sur les espèces qui y vivent et ne définit aucun dispositif de suivi ;

Considérant en outre que le projet est susceptible d'impacts cumulés avec les projets de demi-échangeurs à SaintBarthélémy de Vals et de déviation de la RD112 sur la commune de Bren ;

Concluant que :

- au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de recalibrage de la RD 53, situé sur les communes de Romans-sur-Isère, Mours-Saint-Eusèbe, Peyrins et Saint-Donat-sur-l'Herbasse, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014 susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;
- les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de cette évaluation environnementale sont notamment ceux explicités dans les motivations de la présente décision ;

ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de recalibrage de le RD 53, enregistré sous le n°2021-ARA-KKP-2960 présenté par le conseil départemental de la Drôme, concernant les communes de Romans-sur-Isère, Mours-Saint-Eusèbe, Peyrins et Saint-Donat-sur-l'Herbasse (26), **est soumis à évaluation environnementale** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet négatif notable sur l'environnement.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 4 mars 2021

Pour le préfet et par subdélégation,

La chef du service Connaissance,
Information, Développement Durable,
Autorité Environnementale

Karine BERGER

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03